

## 2 Politique

## Législatives et locales 2018/Rencontre HAC et partis politiques

## Pour la mise en place d'un dispositif visant l'équité

LLIM

Libreville/Gabon

APRES sa rencontre du 11 juillet dernier avec les responsables des médias publics et privés, le président de la Haute autorité de la communication (HAC), Raphaël Ntoutoume Nkoghe, et ses collègues conseillers de ladite structure, ont reçu, mercredi et jeudi de la semaine en cours, les responsables des partis politiques de l'opposition et ceux de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE).

Le but de ces rencontres étaient d'aborder les questions relatives au déroulement des législatives et des locales à venir. Notamment, la mise en place d'un dispositif visant l'équité dans la retransmission des informations concernant les campagnes électorales de chaque candidat, des différents bords politiques. Dès l'entame de son propos, le président de la HAC a fait plusieurs précisions. Entre autres, rappeler que la proclamation des résultats qui n'est pas de la compétence de la presse. "Selon les textes en vigueur, la proclamation des résultats est du ressort de l'équipe du Centre gabonais des élections (CGE) ou des autorités administratives habilitées. Les médias ne sont tenus que de diffuser les résultats", a-t-il martelé.

Et d'interpeller les hommes politiques propriétaires des médias : "Il faut déjà dire à vos journalistes que ce n'est pas à eux



Le président de la Hac, Raphaël Ntoutoume Nkoghe s'adressant aux représentants des partis politiques.



Le leader du PGCI, Carlos Okinda, intervenant au sortir de la séance de travail.



Les représentants des partis politiques de la Majorité lors de la rencontre.

de proclamer les résultats des élections". L'autre rappel concerne les "journalistes-candidats"

aux élections. Le président de la HAC : "Pour garantir une certaine équité, les journalistes ou patrons d'or-

ganes de presse qui sont candidats devront, un mois avant le début du scrutin prendre congé de leurs ré-

dactions. Il ne sera plus question, comme on le voyait avant, qu'un journaliste-candidat, après avoir

battu campagne regagne sa rédaction pour cogner sur son adversaire qui, contrairement à lui, ne dispose pas d'un tel instrument de campagne. Ils devront donc prendre congé de leur rédaction et de toutes autres rédactions dans lesquels ils interviennent".

S'agissant de l'organisation du déroulement de la campagne, Raphaël Ntoutoume Nkoghe a fait savoir que quatre émissions devraient être mises en place sur la base d'un format unique qui permettra de loger tous les candidats à la même enseigne. Il s'agit de : "L'expression directe", "le journal de la campagne", "le Grand débat" et "les Grandes nuits électorales".

Le troisième et dernier point à l'ordre du jour concernait la mise en place de la "Commission d'accès équitable aux médias". Cette commission dirigée par un conseiller-membre de la HAC comptera elle aussi des membres de chaque camp politique pour les postes de vice-présidents.

Pour leur part, certains représentants des partis politiques de l'opposition ont tout de même émis des doutes quant à l'effectivité de la couverture médiatique à l'intérieur du pays. A noter que le porte-parole de la MRSE pour la circonstance, par ailleurs secrétaire exécutif du Parti gabonais du centre indépendant (PGCI), Carlos Okinda a, quant à lui, salué l'arrivée de "l'expression directe" dans le déroulement de la campagne.

## Vie des partis/FPG

## Gérard Ella Nguema lance "Le Gabon qui travaille"



Le président du Front patriotique gabonais (FPG), Gérard Ella Nguema remettant à une bénéficiaire du projet "Le Gabon qui travaille" un microcrédit.



Une autre bénéficiaire recevant son enveloppe des mains du SG du FPG.



Une partie des femmes ayant reçu des microcrédits en guise de fonds de roulement pour le lancement de leurs différents commerces.

LLIM

Libreville/Gabon

Il s'agit d'un projet que porte son parti politique, le Front patriotique gabonais (FPG). Lequel consiste entre autres à venir en aide aux compatriotes volontaires dans l'exercice des petits métiers de femmes.

DANS le cadre du lance-

ment de son projet dénommé "Le Gabon qui travaille", le président du Front patriotique gabonais (FPG), Gérard Ella Nguema, a procédé, hier après-midi à son siège, sis au quartier Sotega, dans le 2e arrondissement de la commune de Libreville, à la remise des microcrédits à taux 0% remboursable, à une centaine de femmes désireuses d'entreprendre dans les différents secteurs

commerciaux. Expliquant ses motivations pour la mise en place de cette "coopérative banque", Gérard Ella Nguema a indiqué que "cet exercice est pour notre parti un moyen d'être en phase avec nos idées de parti nationaliste. Autrement dit, cet acte qui consiste à se réapproprier notre pays passe par la mise en place des Gabonais au travail. Notamment, à travers, l'aide à l'autoemploi,

et à l'autodétermination dans les petits métiers tels que la manucure, le commerce des denrées alimentaires... C'est donc pour nous, une action qui consiste à soutenir les Gabonais dans leurs rêves. Il est donc question de les encourager à se saisir de ces différents métiers". Faisant allusion aux mesures gouvernementales relatives au gel des intégrations dans la Fonction pu-

blique, le président du FPG a dit "vouloir apprendre aux Gabonais à pêcher et non à leur procurer du poisson. Il s'agit dans cette démarche, de se reconvertir dans d'autres secteurs encore appelé secteurs primaires". Se basant uniquement sur le critère de la volonté pour le choix des bénéficiaires de ces microcrédits, Gérard Ella Nguema a expliqué : "La plupart de

ces femmes détiennent déjà des commerces qui connaissent quelque peu une sorte d'essoufflement. Nous leur donnons juste un petit coup de pouce pour qu'elles relancent leurs activités".

Il faut souligner que selon les responsables du FPG, cette opération qui est dans sa phase de lancement se poursuivra dès le mois prochain dans la capitale, et ensuite à l'intérieur du pays.